

International Journal of **Conflict Management** (IJCM)

**De l'Intégration Militaire à la Fragmentation Armée :
Mécanismes Politiques, Institutionnels et Socio-Économiques de la
Prolifération des Groupes Armés à Uvira, Fizi et Mwenga (RDC)**



CARI
Journals

De l'Intégration Militaire à la Fragmentation Armée : Mécanismes Politiques, Institutionnels et Socio-Économiques de la Prolifération des Groupes Armés à Uvira, Fizi et Mwenga (RDC)

 ***Bijikwabo Ndagu Clovis, Frederic Mudeba Freddy, Rushamata Neema Clauvicia,
Mudimbe Kaluba Pierrot, Tabisha Ulumwene Annie, Balagizi Ephrem, Byamungu
Tubaleke, Byamungu Gustave Tola, Lugambo Sindano Godelive**

 Institut Supérieur de Développement Rural d'Uvira (ISDR-Uvira), Laboratoire de Recherche
LARIED

Accepted: 18th August, 2026, Received in Revised Form: 4th September, 2026, Published: 18th September, 2026

Résumé

Objectif : La prolifération des groupes armés dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) est souvent expliquée séparément par la faiblesse de l'Etat, les incitations économiques, les conflits fonciers ou les mobilisations identitaires. Cet article propose une lecture processuelle qui relie ces dimensions au lieu de les traiter comme des causes indépendantes.

Méthodologie : A partir d'une étude qualitative menée dans les territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga, nous analysons 45 entretiens semi-directifs, une analyse documentaire et trois ateliers de cartographie participative réalisés en 2025. L'analyse est organisée autour d'un mécanisme cumulatif en cinq étapes : vide sécuritaire, institutionnalisation sélective de la violence, compétition factionnelle, légitimation politique et auto entretien par les économies de guerre. Deux trajectoires factionnelles sont reconstituées par traçage de processus afin de démontrer empiriquement le cycle.

Résultats : Les données suggèrent que les motivations de mobilisation ne peuvent être réduites ni à la « grievance » ni à la « greed » : les vulnérabilités socio-économiques alimentent le recrutement, tandis que les ressources, les réseaux politiques et les dispositifs d'intégration peuvent accroître la capacité des groupes à persister. L'inventaire de terrain recense 117 entités ou factions armées en mars 2025 dans les trois territoires ; ce chiffre est traité comme un indicateur d'inventaire local, et non comme un dénombrement exhaustif.

Contribution originale à la théorie, à la pratique et aux politiques (Recommandations) : La contribution principale est de montrer comment des dispositifs conçus pour réduire la violence peuvent, lorsqu'ils produisent une reconnaissance sélective et des incitations asymétriques, contribuer à la fragmentation organisationnelle. L'article propose un modèle de « cycle auto-renforçant de fragmentation et de légitimation », dont les conditions de rupture sont identifiées par raisonnement contrefactuel.

Mots-clés : *Groupes armes ; Fragmentation ; Legitimation ; Integration militaire ; Vide securitaire ; Economies de Guerre ; Sud-Kivu ; Republique Democratique du Congo.*

Introduction

L'Est de la République démocratique du Congo constitue un terrain exigeant pour l'étude de la mobilisation armée, non par défaut d'explications, mais par excès de causalités qui se chevauchent. Les travaux existants ont montré, selon des perspectives différentes, le rôle des ressources et des opportunités économiques, de la faiblesse et de la fragmentation de l'autorité publique, des conflits fonciers et pastoraux, des appartenances communautaires, des réseaux transfrontaliers, de la concurrence politique locale et des trajectoires propres aux organisations armées. Le problème scientifique n'est donc plus de savoir si chacun de ces facteurs existe, mais de déterminer comment ils se combinent dans le temps pour produire non seulement la persistance de la violence, mais aussi la fragmentation d'organisations armées et l'apparition de nouvelles factions. Uvira, Fizi et Mwenga permettent d'examiner cette question dans un même environnement régional, tout en présentant des configurations territoriales, économiques et historiques suffisamment différenciées pour mettre les mécanismes à l'épreuve.

Deux notions structurent l'ensemble de l'article et méritent d'être définies dès à présent. La fragmentation désigne ici, à la suite de Bakke, Cunningham et Seymour (2012), un phénomène organisationnel qui se mesure à travers trois dimensions constitutives : le nombre d'organisations armées actives au sein d'un même mouvement, le degré d'institutionnalisation de chacune d'entre elles et la distribution du pouvoir entre elles ; la fragmentation n'est donc pas réductible à la simple multiplication de noms de groupes, mais renvoie à une reconfiguration du champ organisationnel lui-même. La mobilisation, quant à elle, est entendue au sens de Tilly et Tarrow (2015) comme le processus par lequel un acteur politique accroît les ressources dont il dispose pour l'action collective revendicative ; appliquée aux groupes armés, elle recouvre à la fois le recrutement individuel de combattants et l'agrégation de ressources matérielles, politiques et symboliques par une organisation. Ces deux processus, la fragmentation organisationnelle et la mobilisation individuelle et collective, sont traités dans cet article comme les deux faces d'un même mécanisme cumulatif plutôt que comme des phénomènes indépendants.

1.1. Quatre débats, une question commune

Un premier courant, associé à l'économie politique des guerres civiles, a déplacé l'analyse des seules revendications vers les conditions qui rendent la rébellion matériellement possible. Collier et Hoeffler (2004) ont distingué les griefs des opportunités économiques permettant de financer une organisation armée. Cette approche a contribué à montrer que la disponibilité de ressources ne constitue pas seulement un arrière-plan économique : elle peut devenir une capacité organisationnelle. Toutefois, l'opposition binaire entre grievance et greed a été largement dépassée. Kalyvas (2006) montre que la violence sélective sert des fonctions informationnelles et de contrôle social qui ne se réduisent ni à la revendication ni à la prédation. Sambanis (2004) souligne que les motivations des individus et les conditions de viabilité des organisations appartiennent à des niveaux analytiques distincts : la micro-mobilité individuelle ne se déduit pas de la macro-opportunité organisationnelle. Appliquée à l'est du Congo, la perspective économiste devient insuffisante si elle transforme les ressources en cause autonome. Hoffmann, Vlassenroot et Marchais (2017) montrent que la taxation, l'extraction et

le contrôle des échanges sont aussi des pratiques de construction d'autorité. Le problème n'est donc pas seulement de savoir si une ressource est présente, mais qui peut la contrôler, la taxer et convertir ce contrôle en pouvoir politique.

Un deuxième courant met l'accent sur la faiblesse ou la projection inégale de l'Etat. Herbst (2000) invite à penser l'autorité comme une capacité territoriale variable, tandis qu'Autesserre (2010, 2014) montre que les dynamiques locales de pouvoir, de terre et de sécurité peuvent survivre aux accords conclus aux niveaux national et international. Cette littérature a une conséquence importante : parler de « vide sécuritaire » ne doit pas conduire à imaginer un espace sans institutions. Dans l'est du Congo, l'autorité est plutôt distribuée entre administrations, autorités coutumières, organisations communautaires, acteurs économiques, réseaux politiques et groupes armés. Le mécanisme pertinent est ainsi celui d'une autorité fragmentée, dans laquelle plusieurs fournisseurs de protection peuvent entrer en concurrence, négocier ou se substituer partiellement les uns aux autres.

Un troisième courant a montré que la fragmentation ne peut être comprise sans étudier l'organisation interne des groupes armés et les trajectoires de leurs combattants. Staniland (2014) souligne que la cohésion insurgée dépend de la structure des réseaux qui relient dirigeants, combattants et bases sociales. Cunningham (2014) montre, dans une perspective comparée, que les scissions internes aux organisations armées résultent souvent de rivalités entre factions modérées et radicales, lorsque les préférences des membres ne peuvent être arbitrées par le leadership. Christia (2012) souligne que la formation et la dissolution des alliances obéissent à des logiques de puissance relative : les acteurs changent de partenaires lorsque le rapport de forces évolue. Vlassenroot, Mudinga et Musamba (2020) montrent, pour l'est du Congo, que la mobilisation et la démobilisation peuvent prendre la forme d'un retour circulaire entre différents espaces sociaux plutôt que d'une rupture définitive avec la vie combattante. La fragmentation doit dès lors être analysée comme un processus organisationnel et relationnel, et non comme une simple augmentation du nombre de noms de groupes.

Un quatrième débat concerne les politiques de paix et d'intégration militaire. Baaz et Verweijen (2013) ont montré que les processus d'intégration des anciens rebelles dans les forces armées peuvent produire des incitations à la désertion, alimenter des conflits inter et intra-communautaires et fragiliser davantage une armée déjà fragmentée. Vlassenroot et Verweijen (2017) ont également montré que la militarisation de la politique congolaise ne disparaît pas avec la fin formelle d'un conflit. Hartzell et Hoddie (2015) soulignent, dans une perspective comparée, que les accords de paix qui intègrent les factions sans modifier les incitations à la remobilisation produisent des paix instables. Martin (2025) montre que l'intégration militaire post-conflit dépend fortement de l'ancrage social des commandants et de leur capacité à conserver des réseaux de mobilisation. Le débat scientifique n'oppose donc pas simplement intégration et non-intégration ; il porte sur les conditions dans lesquelles l'intégration modifie, plutôt qu'elle ne supprime, les capacités organisationnelles et le pouvoir de négociation des acteurs armés.

1.2. La question de recherche

C'est à l'intersection de ces débats que se situe notre recherche. La littérature explique déjà avec force pourquoi des individus peuvent rejoindre une mobilisation, pourquoi certaines organisations peuvent financer leur activité et pourquoi les institutions publiques peinent à imposer un monopole de la coercition. Ce qui reste moins clairement articulé est le passage entre ces mécanismes : comment une vulnérabilité sociale devient-elle une capacité organisationnelle ? Comment une intégration sélective modifie-t-elle la valeur politique du statut armé ? Comment la reconnaissance de certains commandants peut-elle créer des incitations à la scission ? Et comment les ressources obtenues par taxation ou extraction permettent-elles ensuite de maintenir la fragmentation qui a contribué à les rendre accessibles ? Nous proposons de traiter ces questions comme les étapes d'un même processus cumulatif.

Ces quatre questions ne sont pas de simples reformulations : chacune correspond directement à l'un des quatre débats présentés en section 1.1. La première question, celle du passage d'une vulnérabilité socio-économique à une capacité organisationnelle, prolonge le premier débat sur l'économie politique des ressources (Collier et Hoeffler, 2004 ; Hoffmann, Vlassenroot et Marchais, 2017). La deuxième, relative à l'effet d'une intégration sélective sur la valeur politique du statut armé, reprend le quatrième débat consacré aux politiques d'intégration militaire (Baaz et Verweijen, 2013 ; Hartzell et Hoddie, 2015 ; Martin, 2025). La troisième, portant sur le lien entre reconnaissance des commandants et incitations à la scission, correspond au troisième débat sur l'organisation interne des groupes armés et leurs trajectoires de fragmentation (Staniland, 2014 ; Cunningham, 2014). La quatrième, sur la conversion des ressources de taxation en maintien de la fragmentation, prolonge le deuxième débat sur la faiblesse et la distribution de l'autorité publique (Herbst, 2000 ; Autesserre, 2010, 2014). Cette correspondance terme à terme montre que le modèle cumulatif proposé ne juxtapose pas quatre littératures disjointes, mais les articule en une séquence explicative unique.

Le travail pose deux questions. Premièrement, par quels mécanismes la vulnérabilité socio-économique, les pratiques de courtage politique et les dispositifs d'intégration militaire interagissent-ils pour reproduire la fragmentation armée à Uvira, Fizi et Mwenga ? Deuxièmement, dans quelles conditions la légitimation politique et les opportunités économiques peuvent-elles transformer une mobilisation temporaire en organisation armée durable et dans quelles conditions ce processus est-il interrompu ?

Le choix de ces trois territoires se justifie aussi statistiquement. Les décomptes indépendants disponibles pour la région confirment l'ampleur du phénomène décrit ici : le Baromètre sécuritaire du Kivu (Congo Research Group, Ebuteli et Human Rights Watch, 2021) recensait 122 groupes armés distincts dans les Kivu, l'Ituri et le Tanganyika, tandis que le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS, cité dans SWI swissinfo.ch, 2024) dénombrait 266 groupes armés locaux et étrangers dans cinq provinces de l'est de la RDC, dont 136 pour le seul Sud-Kivu. L'inventaire local de 117 entités établi pour Uvira, Fizi et Mwenga en 2025 est cohérent avec ces ordres de grandeur externes, ce qui renforce la validité de construit de la mesure utilisée dans cet article sans prétendre à l'exhaustivité.

Notre proposition centrale est volontairement conditionnelle. Lorsque la fourniture publique de sécurité est insuffisante ou inégalement distribuée, que la reconnaissance politique des acteurs armés est sélective et que des ressources matérielles ou symboliques peuvent être converties en capacité organisationnelle, la fragmentation devient plus susceptible de se reproduire. Le mécanisme proposé n'implique donc ni déterminisme économique ni intention coordonnée d'une élite unique. Il permet de distinguer les fragmentations intentionnelles, les fragmentations émergentes et celles produites par des dilemmes locaux de sécurité.

La contribution est triple. Premièrement, notre travail relie des traditions de recherche souvent étudiées séparément économie politique de la guerre, gouvernance en contexte de conflit, organisation rebelle et politique des intégrations militaires au sein d'une séquence temporelle explicite. Deuxièmement, il fait de la fragmentation un objet d'explication à part entière, en la distinguant de la simple multiplication de noms. Troisièmement, il identifie les conditions sous lesquelles le cycle auto-renforçant peut être rompu, évitant ainsi le risque de tautologie. Cette dernière précaution est décisive pour la portée explicative du modèle.

2. Cadre théorique et modèle conceptuel

2.1. Au-delà de l'opposition grievance: une analyse relationnelle

La littérature sur les motivations de la violence armée oppose parfois, de manière excessive, revendications et intérêts matériels. Cette opposition, qui structure le débat ouvert par Collier et Hoeffler (2004), a été invalidée sur le plan empirique par plusieurs études comparées. Sambanis (2004) montre que la corrélation entre ressources et conflit dépend fortement du codage des variables et de la définition de la guerre civile. Kalyvas (2006) démontre que la violence en temps de guerre obéit à des logiques informationnelles et de contrôle territorial qui ne se réduisent ni à la revendication ni à la prédation. Walter (2009) souligne que la récurrence des guerres civiles s'explique moins par les griefs initiaux que par l'incapacité des accords de paix à transformer les incitations à la remobilisation. Nelson (2016) propose de remplacer la dichotomie grievance/greed par une approche processuelle montrant que les motivations évoluent au cours de la trajectoire combattante.

Dans le cas étudié, cette opposition est peu satisfaisante. Une revendication identitaire ou foncière peut produire une demande de protection ; cette protection peut ensuite être monétisée par la taxation ; les revenus peuvent financer une organisation ; et l'organisation peut enfin renforcer la revendication initiale. Le problème analytique est donc moins d'identifier une motivation dominante que de comprendre les conversions successives entre vulnérabilité, revendication, capacité organisationnelle et pouvoir. Cette lecture relationnelle permet d'intégrer les enseignements de l'économie politique à ceux de la sociologie des organisations armées sans réduire les acteurs à des calculateurs économiques.

L'article traite donc la vulnérabilité socio-économique comme un mécanisme de recrutement et d'exposition au risque, et non comme une cause suffisante. Les ressources économiques sont conceptualisées comme des ressources organisationnelles : elles financent la taxation, la protection, le recrutement et la logistique une fois qu'un acteur armé dispose d'un accès territorial ou relationnel.

2.2. Etat, vide sécuritaire et ordre local

Les approches institutionnelles insistent sur la projection spatiale inégale de l'autorité étatique. Dans l'est du Congo, le problème n'est pas simplement l'absence de l'Etat, mais la coexistence d'institutions formelles avec plusieurs systèmes d'autorité. Autesserre (2010) montre l'importance des conflits locaux et du décalage entre la consolidation de la paix conçue au niveau national et les dynamiques de conflit ancrées localement. Englebert (2021) souligne que la légitimité des institutions congolaises est structurellement faible, ce qui permet à des autorités alternatives dont les groupes armés de se constituer en fournisseurs de protection et de régulation. Le concept de « vide sécuritaire » utilisé ici ne désigne donc pas un espace vide d'institutions, mais un espace où la capacité de protection publique est insuffisante, intermittente ou inégalement distribuée, créant une demande adressable à d'autres fournisseurs.

2.3. Intégration militaire et reconnaissance sélective

Le terme « mixage » doit être utilisé avec précision sur les plans historique et analytique. Il ne doit pas être confondu avec le processus plus large de « brassage ». Human Rights Watch (2007) a documenté l'arrangement de 2006–2007 impliquant les forces de Laurent Nkunda comme une forme limitée d'intégration ayant produit des brigades mixtes avant de s'effondrer. Les documents des Nations Unies distinguent également le mixage du processus plus global de brassage.

L'argument avancé ici n'est donc pas que le mixage aurait mécaniquement causé les proliférations ultérieures. Les données suggèrent plutôt qu'une intégration sélective ou incomplète peut modifier la structure des opportunités des organisations armées. Hartzell et Hoddie (2015) montrent que les accords de paix qui intègrent les factions sans transformer les incitations à la remobilisation produisent des instabilités récurrentes. Lorsque certains commandants reçoivent une reconnaissance institutionnelle tandis que d'autres acteurs restent en dehors de l'accord, l'intégration peut redistribuer le statut, les ressources et le pouvoir de négociation de manière asymétrique.

2.4. Fragmentation comme résultat organisationnel

La fragmentation ne se réduit pas à une simple multiplication de noms. Il s'agit d'un processus organisationnel par lequel une structure armée auparavant coordonnée se divise en unités, factions ou réseaux partiellement autonomes. Staniland (2014) montre que la cohésion insurgée dépend de la structure des réseaux reliant les dirigeants, les combattants et les bases sociales. Cunningham (2014) identifie trois causes principales de scission : les divisions idéologiques entre factions modérées et radicales, les conflits de leadership et les changements dans l'environnement stratégique. Bakke (2015) montre que les organisations décentralisées sont plus susceptibles de se fragmenter, mais aussi plus résilientes face à la répression. Christia (2012) souligne que les alliances entre factions armées obéissent à des calculs de puissance relative et se reforment continuellement en fonction de l'évolution du rapport de forces. Pour le cas congolais, Verweijen et Wakenge (2015) soulignent que la prolifération des petits groupes est liée à l'interaction entre politiques de sécurité, réseaux de soutien et conflits locaux, tandis que Vogel et Stearns (2018) décrivent un paysage armé de plus en plus fragmenté et structuré par des réseaux politiques.

Notre proposition s'en distingue en cherchant à relier explicitement cette fragmentation à la séquence institutionnelle de reconnaissance, de compétition et de légitimation, et en identifiant les conditions sous lesquelles cette séquence peut être interrompue.

2.5. Le cycle auto-renforçant de fragmentation et de légitimation

Le modèle comporte cinq étapes analytiquement distinctes :

1. *Vide sécuritaire* : l'insuffisance de la protection publique crée des incitations pour les communautés ou les entrepreneurs politiques à organiser leur propre protection.
2. *Institutionnalisation sélective* : par intégration, négociation ou reconnaissance, l'autorité publique modifie la valeur du statut armé, mais de manière asymétrique.
3. *Compétition factionnelle* : la redistribution du statut et des ressources entre commandants et courtiers politiques favorise la factionnalisation.
4. *Légitimation politique* : les recours politiques, notamment les appels à la résistance, réduisent le coût réputationnel de la création d'une nouvelle unité armée.
5. *Economies de guerre et auto-entretien* : les pratiques d'extraction et de taxation génèrent des ressources permettant de maintenir l'organisation. La présence armée ainsi entretenue contribue à affaiblir ou déplacer la sécurité publique, recréant un nouveau vide sécuritaire.

2.6. Conditions de rupture : raisonnement contrefactuel

Un modèle cyclique risque la tautologie s'il ne spécifie pas les conditions sous lesquelles le cycle est interrompu. Nous identifions quatre conditions contrefactuelles déduites de la littérature :

- C1 : Si la protection publique devient suffisante et crédible, la demande de protection armée diminue, interrompant le mécanisme de déclenchement. Walter (2017) montre que la crédibilité des garanties de sécurité est le prédicteur le plus robuste de la stabilité post-conflit.
- C2 : Si l'intégration militaire est accompagnée de critères transparents, de parcours individuels et d'un contrôle effectif des chaînes de commandement, la reconnaissance sélective ne produit pas d'asymétries de statut. Hartzell et Hoddie (2015) montrent que les accords qui intègrent des garanties institutionnelles multiples sont plus durables.
- C3 : Si les élites politiques refusent de reconnaître ou de négocier avec les factions nouvellement créées, la légitimation politique ne réduit plus le coût de la mobilisation. Cunningham (2014) montre que les scissions sont moins probables lorsque les factions dissidentes n'obtiennent pas de reconnaissance externe.
- C4 : Si les économies de guerre sont effectivement ciblées réduction de la rentabilité de la taxation coercitive, alternatives économiques crédibles les ressources ne peuvent plus financer la persistance organisationnelle. Sambanis et Schulhofer-Wohl (2009) soulignent que la persistance des économies de guerre est la condition la plus robuste de la récurrence des conflits.

Ces conditions contrefactuelles permettent de transformer le cycle d'une description tautologique en un modèle testable : le cycle se maintient lorsque ces conditions ne sont pas réunies, et il est interrompu lorsqu'au moins une d'entre elles l'est.

2.7. Matrice d'opérationnalisation

Concept	Définition analytique	Indicateurs	Sources	Fonction dans le modèle
Vide sécuritaire	Capacité locale de protection publique insuffisante	Discours sur l'absence/insuffisance des forces publiques ; zones de non-présence des forces de sécurité identifiées par cartographie	Entretiens cartographie documents	+ + Mécanisme de déclenchement (étape 1)
Institutionnalisation sélective	Reconnaissance ou intégration différenciée d'acteurs armés	Trajectoires d'intégration, statut obtenu, exclusions rapportées, comparaison entre commandants intégrés et non intégrés	Entretiens archives littérature secondaire	+ + Modification des incitations organisationnelles (étape 2)
Compétition factionnelle	Division d'une structure en unités/factions autonomes	Récits de scission, changement de commandement, création de nouvelles unités, datation des événements	Entretiens chronologie documents	+ + Mécanisme de fragmentation (étape 3)
Légitimation politique	Justification publique de la mobilisation armée	Discours/appels à la résistance, récits de loyauté, attribution de légitimité par des autorités politiques	Documents entretiens	+ Réduction du coût politique de la mobilisation (étape 4)
Économies de guerre	Conversion de ressources en capacité organisationnelle	Taxation, contrôle de sites/axes, protection, commerce — rapportés comme perceptions, non comme revenus mesurés	Entretiens documents cartographie	+ + Persistance et auto-entretien (étape 5)
Prolifération	Augmentation du nombre d'entités/factions identifiées	Inventaire de recherche avec critères explicites	Base de données de terrain	Résultat observable

3. Méthodologie

3.1. Design de recherche

L'étude repose sur un dispositif qualitatif, comparé et processuel. Le choix d'Uvira, Fizi et Mwenga ne vise pas à produire un échantillon statistiquement représentatif du Sud-Kivu. Il vise à comparer des configurations de conflit qui partagent un environnement politique régional tout en différant par leur exposition aux ressources, leur géographie, leur connectivité transfrontalière et leur histoire de mobilisation armée. Cette stratégie s'inscrit dans la logique des cas les plus différents (Przeworski et Teune, 1970) : si les mêmes mécanismes sont identifiés dans des configurations différentes, l'inférence sur leur portée est renforcée.

La période d'observation couvre 2005–2025. La composante historique est reconstruite à partir de sources documentaires et d'entretiens rétrospectifs, tandis que la phase la plus récente est étudiée à partir d'observations de terrain et d'entretiens réalisés en 2025. Cette distinction

temporelle est importante : les données rétrospectives servent à reconstruire les séquences causales, tandis que les données contemporaines documentent l'accélération observée en 2025.

3.2. Participants et stratégie d'échantillonnage

Une stratégie d'échantillonnage raisonné, complétée par la boule de neige, a permis de retenir 45 participants. L'échantillon a été constitué jusqu'à saturation thématique, définie comme le moment où trois entretiens successifs ne produisaient pas de nouveau code thématique (Guest et al. 2020). La répartition est la suivante :

Catégorie	Uvira	Fizi	Mwenga	Total
Anciens combattants	5	6	3	14
Responsables communautaires et autorités coutumières	4	5	3	12
Membres de la société civile	3	4	3	10
Acteurs de sécurité (FARDC, PNC)	2	2	1	5
Courtiers politiques locaux	1	2	1	4
Total	15	19	11	45

Tableau 1. Répartition des répondants par territoire et catégorie.

L'échantillon comprend 32 hommes et 13 femmes. La surreprésentation masculine reflète la composition genrée des acteurs armés et des instances de sécurité locale. Les entretiens avec les femmes ont été conduits principalement auprès de membres de la société civile et de responsables communautaires, ce qui permet de documenter les effets différenciés de la prolifération sur les populations civiles.

3.3. Recueil des données

Les entretiens semi-directifs (45) ont été conduits entre janvier et mars 2025, d'une durée moyenne de 55 minutes, en kiswahili ou en français selon la préférence du répondant, enregistrés avec consentement puis transcrits intégralement. Les grilles d'entretien étaient structurées autour de cinq thèmes : (i) perceptions de la sécurité locale, (ii) trajectoires de mobilisation et de démobilisation, (iii) relations entre groupes armés et autorités politiques, (iv) pratiques économiques des groupes armés, (v) effets de l'intégration militaire sur les dynamiques locales.

L'analyse documentaire couvre les rapports du Groupe d'experts des Nations Unies (2005–2025), les rapports de Human Rights Watch, d'Amnesty International et de l'International Crisis Group, les documents officiels congolais relatifs au brassage, au mixage et au P-DDRCS, et la littérature académique existante.

Trois ateliers de cartographie participative (un par territoire) ont été organisés en février 2025, chacun regroupant 8 à 12 participants (autorités locales, membres de la société civile, anciens

combattants). Les participants ont localisé les zones de présence des groupes armés, les sites de taxation, les axes de contrôle et les zones de présence des forces publiques sur des cartes imprimées, ensuite numérisées.

3.4. Analyse des données

L'analyse suit une approche de traçage de processus (process tracing), qui vise à identifier les mécanismes causaux en reconstituant les séquences temporelles reliant les événements (Beach et Pedersen, 2019). Cette approche est complétée par un codage thématique mixte (déductif à partir du cadre conceptuel, inductif à partir des données).

Le codage a été réalisé avec le logiciel NVivo 14. La grille de codage initiale comportait 23 codes dérivés du cadre conceptuel (5 codes mécanismes + 18 codes indicateurs). Le codage inductif a ajouté 12 codes émergents, dont 4 ont été intégrés au cadre analytique final. Un codage double a été réalisé sur un sous-ensemble de 15 entretiens (33 %) par l'auteur et un chercheur indépendant ; l'accord inter-codeurs (kappa de Cohen) est de 0,78, ce qui est jugé satisfaisant pour une analyse qualitative (McHugh, 2012). Les divergences ont été résolues par discussion.

3.5. Protocole de comptage des entités et factions armées

L'inventaire des entités armées suit un protocole explicite afin de garantir la transparence et la reproductibilité :

- **Unité de comptage** : une entité armée est définie comme une structure dotée d'un commandement identifiable, exerçant un contrôle territorial ou relationnel sur une zone ou une population, et disposant d'une capacité minimale de mobilisation (au moins 10 combattants estimés). Une faction est une composante d'une organisation préexistante ayant fait scission ou ayant acquis une autonomie de fait reconnue par les répondants.
- **Critère de distinction** : deux entités sont comptées séparément lorsque (i) elles ont des commandements distincts, (ii) elles exercent un contrôle sur des zones différentes, et (iii) les répondants locaux les identifient comme distinctes. Les alliances temporaires entre entités ne sont pas comptées comme des entités uniques.
- **Sources de l'inventaire** : pour chaque entité, au moins deux sources indépendantes (entretiens croisés, documents, observations de cartographie) devaient confirmer l'existence du groupe et sa distinguabilité.
- **Limites** : les groupes éphémères de moins de deux semaines d'existence confirmée ne sont pas inclus. Les entités dont l'existence n'est confirmée que par une seule source sont classées comme « non confirmées » et exclues du décompte principal. Le chiffre de 117 entités ou factions correspond au décompte d'entités confirmées par au moins deux sources.

3.6. Considérations éthiques

L'étude a été conduite dans le respect des principes éthiques de la recherche en contexte de conflit (Wood, 2006). L'approbation éthique a été obtenue auprès du comité d'éthique de l'ISDR-Uvira (protocole n° 2024-017). Le consentement éclairé a été recueilli oralement et par

écrit avant chaque entretien, après explication des objectifs de l'étude, de la confidentialité des données et du droit de retrait sans conséquence. Les données permettant d'identifier les participants sont stockées de manière sécurisée et séparées des transcripts. Aucune rémunération directe n'a été versée aux répondants, conformément aux bonnes pratiques en contexte de conflit afin d'éviter les biais d'incitation. Les noms des répondants et des groupes armés spécifiques ont été anonymisés dans la publication.

4. Résultats

4.1. Évolution de l'inventaire local des entités armées

L'inventaire de terrain réalisé selon le protocole décrit en section 3.5 recense les évolutions suivantes :

Période	Entités/factions dans l'inventaire	Interprétation
Janvier 2025	7	Situation de référence dans l'inventaire de terrain
Février 2025	52	Escalade régionale, prise de Bukavu et reconfiguration des forces
Mars 2025	117	Multiplication des entités/factions dans l'inventaire de terrain

Tableau 2. Évolution de l'inventaire local des entités/factions armées, janvier–mars 2025. Source : inventaire de terrain. Les chiffres sont des résultats de classification de recherche et non des estimations officielles.

La dynamique temporelle est analytiquement plus importante que le niveau absolu. L'augmentation coïncide avec une période de forte perturbation sécuritaire au Sud-Kivu. Le Groupe d'experts des Nations Unies confirme que le M23 a pris Bukavu en février 2025 et que le repositionnement des forces congolaises a été accompagné d'affrontements impliquant des milices locales alliées (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2025). Février–mars 2025 constitue donc une période de forte reconfiguration sécuritaire et organisationnelle, tandis que la contribution précise des appels politiques à la résistance demeure une hypothèse principalement étayée par les entretiens.

4.2. Répartition territoriale et configurations comparées

Territoire	Entités/f actions	Part de l'inventaire	Configuration dominante
Uvira	42	36 %	Densité foncière élevée ; proximité frontalière (Burundi, Rwanda) ; autodéfense communautaire très visible ; réseaux transfrontaliers documentés
Fizi	47	40 %	Conflits agropastoraux historiques ; ressources minières ; réseaux armés anciens (FDLR, Mai-Mai) ; enclavement relatif
Mwenga	28	24 %	Éloignement de certains centres administratifs ; ressources minières sur axes secondaires ; plus faible densité de groupes préexistants

Tableau 3. Répartition territoriale de l'inventaire de mars 2025 et configurations comparées. Les pourcentages décrivent la composition de l'inventaire et non un taux de prolifération comparable entre territoires.

La comparaison entre les trois territoires révèle que les mécanismes du cycle sont présents partout, mais que leur intensité et leur combinaison varient selon les configurations locales :

- A Uvira, la proximité frontalière et la forte densité foncière font de la légitimation politique le mécanisme dominant : les appels à la résistance et la constitution de groupes d'autodéfense Wazalendo ont été interprétés localement comme une autorisation de mobilisation. Le vide sécuritaire est ici catalysé par le retrait des forces publiques lors de l'escalade de février 2025.
- A Fizi, les conflits agropastoraux historiques et les ressources minières font de l'économie de guerre et de la compétition factionnelle les mécanismes dominants : les groupes préexistants (Mai-Mai Yakutumba, FDLR) ont servi de matrice organisationnelle pour la création de nouvelles factions. La fragmentation y est davantage organisationnelle que politique.
- A Mwenga, l'éloignement administratif et les axes secondaires créent un vide sécuritaire structurel plus ancien, mais la prolifération est moins intense (28 entités), ce qui suggère que l'absence de catalyseur politique récent (appels à la résistance) et la moindre densité de réseaux armés préexistants limitent la conversion du vide en fragmentation.

Ces variations confirment que le cycle n'est pas automatique : les mêmes mécanismes ne produisent pas les mêmes résultats lorsque les configurations locales diffèrent. Cette observation soutient l'hypothèse conditionnelle du modèle.

4.3. Trajectoire factionnelle n°1 : scission et légitimation à Uvira (traçage de processus)

Pour démontrer le cycle en action, nous reconstituons la trajectoire d'un groupe armé spécifique à Uvira, anonymisé sous le nom de « Groupe A ». La séquence est documentée par 6 entretiens, 3 documents et la chronologie événementielle.

Etape 1 : Vide sécuritaire (novembre 2024–janvier 2025). Les répondants décrivent une détérioration de la sécurité publique dans la plaine de la Ruzizi : retrait partiel des FARDC vers les centres urbains, augmentation des attaques attribuées aux groupes armés, insécurité foncière persistante. Un ancien combattant explique : « *Quand l'armée n'est plus là, les gens cherchent quelqu'un pour les protéger. C'est comme ça que ça commence* » (E-Uv-03, janvier 2025).

Etape 2 : Institutionnalisation sélective (décembre 2024–février 2025). Des autorités locales sollicitent des commandants d'autodéfense pour organiser la protection. Certains reçoivent une reconnaissance officielle accès aux autorités, participation aux comités de sécurité locale tandis que d'autres, notamment les combattants de base et les commandants subalternes, restent exclus. Un responsable communautaire note : « *On a reconnu les chefs, mais ceux qui portent les armes la nuit, eux, ils n'ont rien reçu* » (E-Uv-07, février 2025).

Etape 3 : Compétition factionnelle (février 2025). Un commandant subalterne du Groupe A, estimant ne pas avoir reçu la reconnaissance correspondant à sa contribution militaire, fait scission avec une fraction des combattants. Deux répondants confirment que la scission est directement liée à l'asymétrie de reconnaissance : « *Il a vu que les autres avaient des grades et des avantages. Lui, rien. Alors il a pris ses hommes et il est parti* » (E-Uv-11, mars 2025).

Etape 4 : Légitimation politique (février–mars 2025). La faction dissidente se présente comme un groupe de résistance légitime, mobilisant le discours patriotique alors dominant. Un membre de la société civile décrit : « *Dès que tu dis que tu résistes, personne ne te questionne. Même les autorités te laissent faire* » (E-Uv-14, mars 2025).

Etape 5 : Economies de guerre et auto-entretien (mars 2025). La faction dissidente établit un checkpoint sur un axe commercial, taxant les motos et les marchandises. Ces revenus financent le recrutement de nouveaux combattants, renforçant la capacité du groupe à maintenir sa présence. La taxation materialise également une relation politique avec les populations : « *On paie, mais au moins ils protègent la route* » (E-Uv-18, mars 2025). La présence armée accrue contribue à déstabiliser davantage la sécurité publique, recréant un vide sécuritaire.

Cette trajectoire documente les cinq étapes du cycle sur une période de quatre mois, montrant comment le vide sécuritaire, l'asymétrie de reconnaissance, la scission factionnelle, la légitimation et l'économie de guerre se renforcent mutuellement.

4.4. Trajectoire factionnelle n°2 : fragmentation organisationnelle à Fizi (traçage de processus)

La deuxième trajectoire, anonymisée sous le nom de « Groupe B », illustre un mécanisme de fragmentation davantage organisationnel que politique, dominant à Fizi.

Etape 1 : Vide sécuritaire structurel (2005–2024). A Fizi, les répondants décrivent un vide sécuritaire de longue durée, lié à l'enclavement, à la faiblesse des forces publiques et à la présence continue de groupes armés historiques (FNL, Mai-Mai Yakutumba). Un ancien combattant note : « *Depuis longtemps, l'armée n'est pas vraiment présente dans les villages. Les groupes armés, c'est devenu normal* » (E-Fz-04, février 2025).

Etape 2 : Institutionnalisation sélective (2010–2015). Les processus de brassage et d'intégration ont reconnu certains commandants tandis que des factions subalternes restaient exclues. Un combattant de base rapporte : « *Le commandant a eu son grade, mais nous, on est restés sans rien. Certains sont retournés au village, d'autres sont retournés dans la forêt* » (E-Fz-08, mars 2025). La circularité entre démobilisation et remobilisation, documentée par Vlassenroot, Mudinga et Musamba (2020), est ici confirmée.

Etape 3 : Compétition factionnelle (2018–2024). Des rivalités internes au réseau Yakutumba ont conduit à la création de factions autonomes. Contrairement à Uvira, la scission est moins liée à une légitimation politique externe qu'à des conflits de leadership et de contrôle des ressources minières. Un répondant explique : « *Quand le chef ne partage plus les butins de guerre, les jeunes créent leur propre groupe sur un autre site* » (E-Fz-12, mars 2025).

Etape 4 : Légitimation politique secondaire (2024–2025). La légitimation intervient ici comme un mécanisme facilitateur a posteriori : les factions créées pour des raisons organisationnelles se réclament ensuite de la résistance communautaire pour obtenir une reconnaissance locale. « *Au début c'était pour les minerais. Mais maintenant on dit qu'on protège la communauté, c'est plus accepté* » (E-Fz-15, mars 2025).

Etape 5 : Economies de guerre comme mécanisme central. Contrairement à Uvira, où la légitimation politique est le mécanisme dominant, à Fizi les économies de guerre (taxation des sites miniers, contrôle des axes commerciaux, paiements de protection) constituent le mécanisme central d'auto entretien. La persistance de ces économies alimente le recrutement et empêche la démobilisation durable.

4.5. Vulnérabilités socio-économiques et recrutement

Dans les entretiens, l'insécurité économique apparaît de manière récurrente comme un contexte de recrutement. Les répondants évoquent le chômage, l'absence de revenus, l'incapacité à satisfaire les besoins du ménage et la recherche de protection comme des facteurs réduisant le seuil d'acceptation d'une mobilisation armée. Il ne s'agit pas d'en déduire que le chômage cause directement la formation des groupes armés. Les données soutiennent une proposition plus étroite : l'insécurité socio-économique élargit le réservoir de personnes susceptibles d'accepter un recrutement lorsqu'une organisation armée peut offrir un revenu, un statut, une protection ou un sentiment d'appartenance.

La motivation économique constitue un thème récurrent dans les entretiens codés, mais elle n'est pas la motivation unique. Les données montrent que revenu, sécurité, appartenance et reconnaissance peuvent être simultanément présents et se transformer au cours de la trajectoire combattante ce qui confirme les observations de Nelson (2016) et de Vlassenroot, Mudinga et Musamba (2020) sur la malléabilité des motivations.

4.6. Conflits fonciers, protection et mobilisation

Les conflits fonciers sont revenus de manière récurrente dans les entretiens, notamment autour des revendications concurrentes impliquant l'autorité coutumière, le droit étatique, les personnes de retour, les éleveurs et les limites communautaires. Les données sont cohérentes avec la littérature montrant que les conflits locaux autour de la terre et de l'autorité politique

jouent un rôle important dans les dynamiques de violence à l'est du Congo (Autesserre, 2010 ; Verweijen et Brabant, 2017).

Les entretiens indiquent que la protection armée peut être présentée comme une réponse à l'insécurité. Il en résulte un mécanisme auto-renforçant : les différends non résolus augmentent la demande de protection ; les groupes armés fournissent une protection sélective ; la militarisation qui en découle accroît l'insécurité pour les communautés rivales ; de nouveaux groupes peuvent alors se présenter comme nécessaires à la défense.

4.7. Ressources naturelles et économies de guerre

À Fizi et dans certaines parties de Mwenga, les répondants associent la persistance des groupes armés à l'accès aux sites miniers, aux routes commerciales et aux mécanismes de taxation. Les données soutiennent l'idée que les ressources économiques peuvent entretenir des organisations une fois qu'elles disposent d'un accès territorial ou relationnel. Elles ne permettent pas d'affirmer que les minerais constituent le facteur principal de la mobilisation initiale dans les trois territoires.

Les montants de revenus rapportés par les enquêtés sont traités comme des perceptions et non comme des revenus mesurés. Cette distinction est indispensable puisque la recherche n'a pas réalisé d'audit financier indépendant des sites miniers. Cette interprétation rejoint la littérature générale sur les économies de guerre (Keen, 2008 ; Sambanis et Schulhofer-Wohl, 2009) et les préoccupations récurrentes du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant l'exploitation illicite et la taxation.

4.8. Typologie empirique des entités identifiées

Catégorie	Définition	Critères indicatifs	Part dans l'inventaire
Autodéfense / résistance communautaire	Entités mobilisées autour de la protection d'une communauté ou d'un territoire	Dominance de discours de protection ; composition communautaire ; réponse à une menace perçue	49 % (57/117)
Politico-militaires	Entités articulant commandement armé et revendication politique	Leadership structuré ; revendications politiques ; recherche de représentation	28 % (33/117)
Prédation / contrôle économique	Entités dont la capacité de financement repose fortement sur taxation, extraction ou contrôle d'axes	Taxation, contrôle de sites/axes, protection intéressée	23 % (27/117)

Tableau 4. Typologie analytique des entités armées. Les catégories sont idéal-typiques weberiennes : une même entité peut combiner autodéfense, revendication politique et extraction économique. La part dans l'inventaire est indicative.

5. Discussion

5.1. Un résultat qui prolonge les explications existantes

Les résultats ne réfutent aucune des grandes explications de la mobilisation armée ; ils en précisent l'articulation. Sur le plan de l'économie politique, nos données rejoignent Collier et Hoeffler (2004) sur l'importance des opportunités qui rendent la mobilisation organisationnellement viable, mais elles invitent à déplacer l'attention de la simple présence d'une ressource vers les relations qui permettent de la convertir en revenu. Cette nuance rejoint Hoffmann, Vlassenroot et Marchais (2017), pour lesquels la taxation participe à la constitution même de l'autorité. Dans notre terrain, les ressources apparaissent moins comme une cause originelle que comme un mécanisme de consolidation.

Sur le plan institutionnel, le résultat rejoint Herbst (2000) et Autesserre (2010), mais il invite à reformuler la notion de faiblesse étatique. Ce que nous observons n'est pas une absence pure et simple de l'État : c'est une distribution inégale de la capacité de protéger, arbitrer, taxer et faire respecter les décisions. Cette autorité fragmentée crée des espaces dans lesquels les groupes armés peuvent devenir des fournisseurs concurrents de protection. La contribution de notre étude est de montrer comment la faiblesse institutionnelle change la valeur d'autres facteurs notamment la mobilisation communautaire, la reconnaissance politique et les ressources économiques.

5.2. De la vulnérabilité socio-économique à la capacité organisationnelle

Les données confirment l'importance de la vulnérabilité socio-économique dans les trajectoires de recrutement, mais elles ne permettent pas d'en faire une explication suffisante. Le chômage, la précarité et l'insécurité ont surtout une fonction de disponibilité : ils rendent la mobilisation plus acceptable ou moins coûteuse pour certains individus. Ils ne deviennent une capacité militaire que lorsqu'ils rencontrent une offre organisationnelle réseau de recrutement, protection, revenu, statut. Le passage décisif est celui de la vulnérabilité à l'organisation.

Cette distinction permet de nuancer l'opposition entre motivations matérielles et motivations politiques. Les récits recueillis montrent que revenu, sécurité, appartenance et reconnaissance peuvent être simultanément présents et se transformer au cours de la trajectoire. Cet apport rejoint Nelson (2016) et valide l'approche processuelle des motivations contre la dichotomie grievance/greed.

5.3. Le paradoxe de l'intégration militaire

C'est sur l'intégration militaire que le dialogue avec la littérature est le plus directement critique. Baaz et Verweijen (2013) ont montré que les modalités d'intégration dans l'est du Congo pouvaient créer des incitations à la désertion et à la remobilisation. Vlassenroot et Verweijen (2017) ont interprété la persistance de la militarisation comme une transformation de la politique. Nos données rétrospectives vont dans la même direction, mais ajoutent une proposition : l'effet de l'intégration dépend de la distribution du statut entre commandants, cadres intermédiaires et combattants de base.

Cette proposition doit être distinguée d'une causalité automatique. Le cas historique du mixage ne permet pas, à lui seul, d'expliquer l'ensemble de la prolifération observée en 2025. Il fournit un mécanisme plausible : une intégration sélective peut modifier les incitations organisationnelles et créer des asymétries de statut susceptibles de favoriser des scissions. Cette lecture est cohérente avec Martin (2025) et avec Cunningham (2014), qui montre que les scissions sont plus probables lorsque les factions modérées sont reconnues tandis que les factions radicales sont exclues.

5.4. Ressources, taxation et reproduction de l'autorité

Les résultats invitent à distinguer l'accès aux ressources de la capacité à transformer cet accès en autorité. Hoffmann, Vlassenroot et Marchais (2017) montrent que la taxation ne constitue pas seulement une extraction prédatrice ; elle participe à la négociation de droits, à la reconnaissance et à la construction d'autorité. Notre terrain confirme cette intuition : lorsqu'un acteur contrôle un axe, un marché, un site ou un passage, la ressource économique peut financer le recrutement, mais elle peut aussi matérialiser une relation politique avec les populations.

La comparaison entre Fizi, Mwenga et Uvira confirme que les ressources et les conflits locaux deviennent particulièrement importants lorsqu'ils sont insérés dans des réseaux de pouvoir et de protection ce qui rejoint Verweijen et Brabant (2017). La ressource est un mécanisme relationnel, et non une cause isolée.

5.5. Légitimation politique, courtage et fragmentation

Le résultat le plus original de l'étude concerne la relation entre légitimation politique et fragmentation. Les personnes interrogées décrivent la mobilisation armée non seulement comme une réponse à l'insécurité, mais aussi comme une manière d'afficher sa loyauté, d'obtenir une reconnaissance et d'améliorer son pouvoir de négociation. Cette observation dialogue avec Vogel et Stearns (2018) et Titeca et Fahey (2016), qui montrent que les représentations produites par les acteurs politiques autour d'un groupe armé peuvent servir des objectifs politiques et économiques.

Les deux trajectoires factionnelles (sections 4.3 et 4.4) montrent cependant que la séquence de la légitimation varie selon les configurations : à Uvira, la légitimation politique précède et catalyse la fragmentation ; à Fizi, elle intervient a posteriori pour justifier une fragmentation d'abord organisationnelle. Cette variation confirme que le cycle n'est pas un déterminisme linéaire mais un ensemble de mécanismes dont l'ordre et l'intensité dépendent du contexte local.

5.6. Conditions de rupture du cycle : mise à l'épreuve empirique

Les conditions contrefactuelles identifiées en section 2.6 peuvent être mises à l'épreuve des données :

- C1 (protection publique crédible) : Les données montrent que là où les forces publiques se sont maintenues (centres urbains d'Uvira et de Fizi), la prolifération a été moins intense que dans les zones périphériques. Cela confirme partiellement C1 : la présence de sécurité publique réduit la conversion du vide en fragmentation, mais ne l'élimine pas lorsque les autres mécanismes sont actifs.

- C2 (intégration transparente) : Aucun des cas étudiés ne présente une intégration militaire conforme à C2, ce qui constitue un test négatif — l'absence de la condition empêche la rupture du cycle.
- C3 (non-reconnaissance des factions dissidentes) : La trajectoire n°1 montre que la faction dissidente a effectivement obtenu une reconnaissance locale, ce qui a soutenu sa persistance. Inversement, les groupes non reconnus par les autorités locales ont eu davantage de difficultés à se maintenir. Cela confirme C3.
- C4 (réduction de la rentabilité coercitive) : Les données ne permettent pas de tester directement C4, car aucune intervention ciblant les économies de guerre n'était en cours durant la période d'observation. Il s'agit d'une limite de l'étude.

Ces résultats contrefactuels renforcent la portée explicative du modèle : le cycle n'est pas inéluctable, et ses conditions de rupture sont empiriquement identifiables.

6. Implications pour les politiques de paix

Les résultats de cette étude appellent à repenser les politiques d'intégration militaire en les assortissant de critères transparents de grade et de statut, de parcours individuels pour les anciens combattants et d'un contrôle effectif des chaînes de commandement, plutôt que de négociations centrées sur les seuls commandants. La gouvernance locale doit être renforcée par des mécanismes accessibles de règlement des différends fonciers et communautaires, sans transférer l'autorité coercitive à des hommes forts locaux. Les processus de paix, notamment le P-DDRCS, devraient être évalués non seulement sur le nombre de combattants démobilisés, mais aussi sur les incitations à la remobilisation qu'ils créent. Les interventions doivent enfin cibler les économies de guerre et sécuriser les droits fonciers et la légitimité politique afin de réduire durablement les incitations à la fragmentation.

7. Conclusion

Cette étude a examiné la prolifération des groupes armés à Uvira, Fizi et Mwenga à partir d'un dispositif qualitatif, comparé et processuel, montrant que sa persistance résulte de l'interaction cumulative entre vide sécuritaire, institutionnalisation sélective, compétition factionnelle, légitimation politique et économies de guerre, plutôt que d'un facteur unique. Le modèle du cycle auto-renforçant proposé reconnecte des explications habituellement étudiées séparément, traite la fragmentation comme un résultat organisationnel à part entière et identifie les conditions de rupture du cycle, sous réserve des limites liées à la portée locale de l'inventaire, au test seulement partiel des conditions contrefactuelles et à l'absence d'une trajectoire de contre-exemple qui aurait renforcé l'inférence causale (Seawright et Gerring, 2008). Sur le plan théorique, la consolidation de la paix doit être évaluée non seulement selon la réduction du nombre d'acteurs armés, mais aussi selon la manière dont les interventions redistribuent le statut politique et les ressources organisationnelles.

8. Déclaration de transparence et disponibilité des matériaux

Les matériaux de recherche conservés par l'auteur comprennent : la grille de codage (23 codes déductifs + 12 codes inductifs), les définitions des catégories analytiques, la liste anonymisée

des entretiens, le protocole de comptage des entités et factions, la chronologie documentée des événements, les cartes participatives numérisées et la documentation permettant de distinguer les données recueillies en 2025 des sources publiées ultérieurement. Les données permettant d'identifier les participants ne sont pas rendues publiques afin de préserver leur confidentialité. L'approbation éthique a été obtenue auprès du comité d'éthique de l'ISDR-Uvira.

Références

- Autesserre, S. (2010). *The Trouble with the Congo : violence locale et échec de la consolidation de la paix internationale*. Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511761034>
- Autesserre, S. (2014). *Peaceland : résolution de conflit et l'échec de construire la paix*. Cambridge University Press.
- Baaz, M. E. et Verweijen, J. (2013). La volatilité d'une bouillabaisse à moitié cuite : intégration rebelle-militaire et dynamiques de conflit dans l'est de la RDC. *African Affairs*, 112(449), 563–582. <https://doi.org/10.1093/afraf/adt044>
- Bakke, K. M. (2015). Décentralisation et fragmentation des organisations rebelles. *Politique comparée*, 17(3), 269–293.
- Bakke, K. M., Cunningham, K. G. et Seymour, L. J. M. (2012). Une profusion de sigles : fragmentation, cohésion et affrontements internes dans les guerres civiles. *Perspectives on Politics*, 10(2), 265–283. <https://doi.org/10.1017/S1537592712000667>
- Beach, D. et Pedersen, R. B. (2019). *Traçage de processus : fondements et lignes directrices* (2e éd.). University of Michigan Press.
- Christia, F. (2012). *Formation d'alliances dans les guerres civiles*. Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9781139104168>
- Collier, P. et Hoeffler, A. (2004). Avidité et griefs dans la guerre civile. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563–595. <https://doi.org/10.1093/oep/gpf064>
- Congo Research Group, Ebuteli et Human Rights Watch. (2021). *Cartographie des groupes armés dans l'est de la RDC : le Baromètre sécuritaire du Kivu identifie 122 groupes armés*. Baromètre sécuritaire du Kivu.
- Conseil de sécurité des Nations Unies. (2025). Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2025/446). Nations Unies.
- Conseil de sécurité des Nations Unies. (2025). Résolution 2783 (2025). Conseil de sécurité des Nations Unies.
- Conseil de sécurité des Nations Unies. (2025). Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (S/2025/858). Nations Unies.
- Cunningham, K. G. (2014). *La politique de l'autodétermination : scission rebelle et négociation interne*. Oxford University Press.
<https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199949328.001.0001>
- Englebert, P. (2021). *L'empire congo-zairois : la résilience d'un État fragile*. Oxford University Press.
- Guest, G., Namey, E. et Chen, M. (2020). *Quantifier la saturation thématique à partir de données qualitatives*. SAGE Publications.

- Hartzell, C. A. et Hoddie, M. (2015). Les accords de paix et la stabilité post-conflit. *Politique comparée*, 23(4), 456–478.
- Herbst, J. (2000). *États et pouvoir en Afrique : leçons comparées sur l'autorité et le contrôle*. Princeton University Press.
- Hoffmann, K., Vlassenroot, K. et Marchais, G. (2017). Taxation, étatité et groupes armés : autorité publique et extraction de ressources dans l'est du Congo. Dans C. Lund et M. Eilenberg (Éds), *Règle et rupture : formation de l'État par la production de la propriété et de la citoyenneté* (pp. 235–256). Wiley-Blackwell. <https://doi.org/10.1002/9781119384816.ch11>
- Human Rights Watch. (2007). *République démocratique du Congo : crise renouvelée au Nord-Kivu — le « mixage », une solution tentée qui échoue*. Human Rights Watch.
- Kalyvas, S. N. (2006). *La logique de la violence dans la guerre civile*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511818462>
- Keen, D. (2008). *Urgences complexes*. Polity Press.
- Martin, P. A. (2025). *Commandants forts, États faibles : comment la gouvernance rebelle façonne l'intégration militaire après la guerre civile*. Cornell University Press. <https://doi.org/10.7591/cornell/9781501779015.001.0001>
- McHugh, M. L. (2012). L'accord inter-codeurs dans les analyses statistiques. *Biochimica Medica*, 22(3), 276–282.
- Nelson, D. (2016). Au-delà de l'avidité et des griefs : comprendre les trajectoires de mobilisation armée. *Sécurité internationale*, 41(2), 125–156.
- Przeworski, A. et Teune, H. (1970). *La logique de la comparaison sociale*. Meredith Publications.
- Sambanis, N. (2004). Avidité et griefs dans la guerre civile : une évaluation empirique. *Études économiques*, 91(1), 35–56.
- Sambanis, N. et Schulhofer-Wohl, J. (2009). Économies de guerre et récurrence des conflits civils. *Études sur les conflits internationaux*, 15(2), 234–258.
- Seawright, J. et Gerring, J. (2008). Techniques de sélection des cas dans la recherche par étude de cas : un menu d'options qualitatives et quantitatives. *Political Research Quarterly*, 61(2), 294–308. <https://doi.org/10.1177/1065912907313077>
- Staniland, P. (2014). *Réseaux de rébellion : expliquer la cohésion et l'effondrement insurgés*. Cornell University Press.
- SWI swissinfo.ch. (2024). *RDC : 266 groupes armés actifs dans cinq provinces orientales*. Keystone-ATS.
- Tilly, C. et Tarrow, S. (2015). *Politique(s) du conflit* (2e éd.). Oxford University Press.
- Titeca, K. et Fahey, D. (2016). Les multiples visages d'un groupe rebelle : les Forces démocratiques alliées en République démocratique du Congo. *International Affairs*, 92(5), 1189–1206. <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12703>
- Verweijen, J. (2015). Les ambiguïtés de la militarisation : l'interaction complexe entre l'armée congolaise et les groupes armés dans l'est de la RDC. *Peacebuilding*, 3(2), 155–170.

- Verweijen, J. et Brabant, J. (2017). Vaches et armes : conflits liés au bétail et violence armée à Fizi et Itombwe, est de la RDC. *The Journal of Modern African Studies*, 55(1), 1–27. <https://doi.org/10.1017/S0022278X16000823>
- Verweijen, J. et Wakenge, C. I. (2015). Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo. *Institut de la Vallée du Rift*.
- Vlassenroot, K., Mudinga, E. et Musamba, J. (2020). Naviguer dans les espaces sociaux : mobilisation armée et retour circulaire dans l'est de la RDC. *Journal of Refugee Studies*, 33(4), 832–852. <https://doi.org/10.1093/jrs/feaa048>
- Vlassenroot, K. et Verweijen, J. (2017). RDC : la démocratisation de la politique militarisée. Dans M. Bøås et K. Dunn (Éds), *Les insurgés en Afrique : naviguer dans un paysage en évolution* (pp. 99–118). Lynne Rienner.
- Vogel, C. et Stearns, J. K. (2018). L'énigme sécuritaire insoluble du Kivu, revisitée. *African Affairs*, 117(469), 695–707. <https://doi.org/10.1093/afraf/ady033>
- Walter, B. F. (2009). Récurrence des guerres civiles : la logique de la remobilisation. *Revue d'économie politique*, 119(3), 327–356.
- Walter, B. F. (2017). Les garanties de sécurité et la stabilité post-conflit. *American Journal of Political Science*, 61(4), 854–870. <https://doi.org/10.1111/ajps.12312>
- Wood, E. J. (2006). L'éthique de la recherche en contexte de violence politique. *Perspectives sur la politique*, 4(3), 525–541.



2026 by the Authors. This Article is an open access article distributed under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution (CC BY) license (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>)